

«Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs » Maximilien de Robespierre

Quelqu'un couvre le sous-préfet de Tapol , Hamdan Togoui ? P.3



Le temps

N° 927 Hebdomadaire du 30 décembre 2020 au 06 janvier 2021- Vingt -sixième année - 500 FCFA

Libye :

vers un retour à la paix

SOMMAIRE

Edito

Qu' attendre de l'année prochaine ?

P.2

**Carnet de route :
A l'assaut du
Tibesti**

P.6

**Des politiques
dressent le bilan
de l'année 2020**

P.3



Kochi Wardougou, Président du Conseil militaire du Bassin de Mourzouq.Ph/Le Temps

Depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011, la Libye vit une crise politique importante. De la paix en Libye dépend la stabilité de nombreux pays en Afrique dont le Tchad. Le journal Le Temps s'est rendu au sud de la Libye. Nous avons rencontré Kochi Wardougou, chef de la grande katiba Dra'a Assahara mais surtout Président du Conseil militaire du Bassin de Mourzouq. C'est le véritable patron du sud de la Libye. Interview exclusive de ce grand chef militaire toubou libyen. Lire pages 4 et 5

Qu'attendre de l'année prochaine ?

L'année 2020 s'achève. Elle a été presque entièrement dominée par la crise du nouveau coronavirus qui a encore décuplé les difficultés quotidiennes des Tchadiens. Des Tchadiens qui ont souffert des différentes mesures prises par le gouvernement pour juguler les crises des années précédentes dues à la chute du prix du baril.

Mais 2020 c'est aussi cette recrudescence des conflits intercommunautaires, le phénomène de prise d'otages qui a pris de la vigueur, l'insécurité dans certaines régions du pays où les braquages des véhicules a repris. 2020 c'est également une nouvelle constitution qui nous pourvoira d'un vice-président non élu et d'un Sénat.

L'année 2021 qui s'annonce est donc une année pleine d'espoir. Des élections sont prévues. Présidentielles et législatives. Les élections bien faites sont gage de stabilité pour un pays. Cela ne risque pas d'être le cas pour notre pays. Les affrontements intercommunautaires ont vraiment mis à mal le vivre ensemble. Le climat politique est pollué. Sous prétexte de lutter contre la pandémie en cours, les autorités étranglent la vie politique par des interdictions systématiques de toutes les manifestations politiques qui ne sont pas du parti au pouvoir. Les organisations de la société civile qui ne sont pas du même avis que le pouvoir sont aussi traités de la même manière que les partis politiques de l'opposition. La révision de la liste électorale a été une plaisanterie dans beaucoup de régions où elle n'a pas seulement eu lieu ou a été mal faite. Cette séquestration du jeu politique par le pouvoir est donc fort dangereuse.

Cette année attendue avec espoir est donc sujet d'inquiétudes. La pandémie qui a fragilisé le pays, un climat politique nauséabond, un refus notoire d'ouvrir le champ politique pour tout le monde, tout cela fait le lit à des crises futures. Ne pas oublier que l'évolution de la situation à nos frontières nord auront des conséquences inattendues sur la vie politique intérieure du Tchad.

Meilleurs vœux à tous.

Michael Didama

Le temps

Face du Lycée Soleil-Levant
Qtier: Chagoua

Tél. : 22 51 70 28 / Fax 22 51 99 24
BP 1333 -N'Djaména (Tchad)

E-mail : temps.presse@intnet.td

Directeur de Publication

Michaël N. Didama : 66 29 03 54

Email: didama@gmail.com

Ce numéro est tiré à **4000** exemplaires

Impression : Conservateur imprimeur

Edition : Le Temps/Groupes d'études et de Recherches Multi-Entreprises (T/GERME)

Suspension du Parti Réformiste : Un passage terrible en force du pouvoir MPS

Quatre jours après la sortie médiatique de son président Yacine Abdaramane Sakine, le Parti Réformiste, une formation politique de l'opposition démocratique, a été suspendue par l'arrêté 307/ PR/ MATCA/DAPEC/2020 du 11 décembre dernier, signé par le ministre de l'administration du territoire et des collectivités autonomes, Mahamat Ismail Chaibo. Le parti est suspendu pour une période de trois(3) mois à compter du 11 décembre 2020 et les locaux dudit parti sont fermés durant cette période.



Yacine Abdaramane Sakine, président du PR

Pour rappel, le président du Parti Réformiste, lors d'un point de presse le 7 décembre dernier au siège de sa formation politique, a passé aux peignes fins les conditions socio-professionnelles des militaires tchadiens et a demandé au Maréchal du Tchad, en tant que chef suprême des armées, de mettre un terme aux maux qui minent ce milieu.

Selon des sources crédibles, la sortie médiatique du président Yacine Abdaramane Sakine du 7 décembre 2020 serait la cause de la suspension du Parti Réformiste. Selon ces sources, le président du Parti Réformiste a dit haut ce que tout le monde pense bas. Et surtout qu'il n'est pas passé par le dos de la cuillère pour le dire. Et comme cette vérité éveille la conscience nationale et semble être une ligne rouge à ne pas franchir, le pouvoir a passé à une vitesse supérieure pour suspendre ce parti. Si réellement la sortie médiatique du président Yacine Abdaramane Sakine était la cause de suspension de son parti politique, le gouvernement, dans un pays de droit, a-t-il besoin d'un tel passage terrible en force pour suspendre le Parti pour une période de 3 mois ? Surtout que nous sommes à quelques heures de l'année électorale.

Autre chose, l'on se demande si la loi 32/PR/2019 du 22 juillet 2019

portant charte des partis politiques visée par le ministre de l'administration du territoire et des collectivités autonomes pour motiver sa décision prévoit la suspension d'un parti politique dans des pareilles conditions ? Même si, un des articles de cette loi stipule qu'il faut suspendre un parti politique, pourquoi le gouvernement n'a pas choisi d'ester en justice contre le parti Réformiste que de prendre un arrêté et de mettre en ampliation les autorités judiciaires ? La célérité de la suspension du parti Réformiste ne peut-elle pas conduire certains esprits à se demander si le Maréchal veut revenir au parti unique et que qu'il n'y'a qu'une pensée et vision unique au Tchad ? Que fera-t-il de cette noble phrase d'un grand penseur qui disait : « sans l'idée de contradiction, le monde n'aurait jamais avancé d'un pas ».

Dans ce climat quelle place donnerons-nous à notre démocratie ? Et que vaut 30 années après cette phrase : « je ne vous apporte ni or, ni argent mais, la liberté » ? Peut-être le proverbe Haoussa qui dit : « un homme sage doit s'acheter un cheval pour fuir lorsqu'il dira la vérité », nous en servira.

Freeman Djido

L'année 2020 s'achève, des politiques dressent le bilan. Pour la majorité, le bilan est largement positif, tandis que l'opposition crie au chaos. Propos recueillis par F.D

Abderamane Djanabaille, membre de la majorité proclame que le bilan de l'année 2020 est largement positif parce que notre démocratie est vivante. Puisque la démocratie se joue entre l'opposition et la majorité. Aujourd'hui, il y a une opposition et la majorité. En 2020, dit-il, nous avons organisé le deuxième forum sur lequel il devait avoir un débat vivant et vibrant malheureusement il y a des gens qui ont fait défection. Notamment une partie de l'opposition qui a refusé de prendre part à ce forum sous prétexte que les choses sont déjà réglées. C'est archifaux. J'aurais souhaité qu'ils viennent puisque beaucoup des gens critiques y étaient. C'est le cas des magistrats, des notaires et autres qui ne sont pas d'ailleurs proches du pouvoir. Le débat était critique et ouvert donc j'aurais souhaité qu'ils soient là. Hélas les gens fuient le débat et veulent organiser des choses seuls. Ça ne peut pas marcher. La France c'est depuis 1789 jusqu'aujourd'hui il y a des débats qui leur permettent d'améliorer un certain nombre des choses au quotidien. Donc nous aussi, nous devons en faire autant. 2020 a été une année po-



si-tive pour notre pays même si au niveau des libertés il y'a de difficultés et de dérapages difficiles. Quand bien même que certains pensent que la démocratie est l'anarchie. Les difficultés de vivre ensemble est un problème qui a existé il y'a longtemps. Je l'ai vécu étant jeune à l'école. Comme le Maréchal a tapé du doigt que cesse ce problème et surtout qu'il a exigé que les administrateurs arrêtent d'être des éleveurs et qu'ils ne mettent plus de 3 ans dans une localité. Les dispositions sont prises, le Maréchal du Tchad a indiqué des directives que je partage entièrement. Le jeu reste dans chaque camp pour que le vivre ensemble ne souffre pas.

Dr Nasra Djimasngar de l'opposition rejette cette affirmation. Pour lui, l'année 2020a été sombre pour le peuple tchadien. Le président de la république avait fait des promesses aux travailleurs qui n'ont été pas tenues. Lorsque la pandémie du corona virus s'était déclenchée, le président, acculé de partout, s'est vu obligé de prononcer un discours au cours duquel plusieurs promesses ont été faites allant dans le sens de l'allègement de la situation sociale de la population. Aujourd'hui, le gouvernement serait incapable de faire le bilan de ces promesses au peuple. La vie est restée chère, les différentes taxes qui devraient être supprimées ou réduites pendant la période de la pandémie n'ont pas été touchées. La misère est restée ambiante. Sur le plan des droits de l'homme, la situation n'est jamais reluisante et ce, depuis l'accession du MPS au pouvoir en 1990. Plusieurs journalistes ont fait la prison dans le cadre de l'exercice de leur métier. Les locaux des radios ont été violés. Des défenseurs des droits de l'homme sont arrêtés et traduits devant les tribunaux sans cause réelle. L'éternel conflit éleveurs-agriculteurs ne fait que s'empirer faisant des centaines des morts sans que l'Etat ne propose la moindre solution. Les tueries communautaires vont crescendo sans une réelle volonté du pouvoir à créer les conditions



d'unité

nationale.

Au plan politique, la liberté de manifester reconnue par les textes de la république est mise sous le boisseau. Pendant que le parti au pouvoir et son président organisent des meetings à travers le pays, battant campagne avant le temps, sous prétexte de corona, aucun autre parti n'a le droit de réunir ses militants à une place publique. Ce qui rompt le principe de l'égalité entre tous les partis politiques légalement reconnus.

Notre prière est que l'année 2021 qui arrive à grand pas nous apporte le changement tant attendu. Pour cela, le peuple tchadien doit se mettre debout pour donner un carton rouge au MPS et son président Idriss Déby Itno le 11 avril prochain. Ça doit changer ! Oui, il faut que ça change.

Quelqu'un couvre le sous-préfet de Tapol, Hamdan Togoui ?

Accusé de viol d'une mineure, le sous-préfet pourtant suspendu par son préfet est toujours en fonction pendant que l'affaire est pendante à la justice. Tandis que la nation tchadienne attend la justice au tournant. Pour rappel, le sous-préfet de Tapol, Hamdan Togoui a été accusé de viol d'une fille de la classe du cours moyen(CM) le 21 novembre dernier. Le Procureur de la République près le tribunal de Moundou a fait une descente de constat sur le terrain et a orienté le dossier à un juge d'instruction. Mais l'accusé reprend son fauteuil, selon des sources locales. Le préfet du Département de la

Dodjé, a suspendu ce sous-préfet accusé de viol en attendant les conclusions du juge d'instruction. Malheureusement, le sous-préfet n'aurait non plus respecté cette mesure qui en réalité est bénéfique aux deux parties (l'accusé et la mise en cause). Déjà quand les parents de la victime ont poussé l'affaire à Moundou, le sous-préfet de Tapol, Hamdan Togoui aurait proféré des menaces à la sage-femme du centre de santé de Tapol. Alors à son retour, quel serait le sort de cette dame et même de celui des parents de la jeune fille violée qui vivent à un pas de ce dernier? Pourquoi le gouverneur de la Province du Logone occiden-

tal, représentant du Maréchal du Tchad, observe-t-il un silence de cimetièrre sur cette affaire ? Alors qu'il pourra aider très rapidement la justice à faire jaillir la vérité afin que chacun soit mis devant sa responsabilité. Surtout qu'il a lui-même personnellement auditionné et le sous-préfet accusé et la victime. Le gouverneur de la province du Logone occidental n'aurait-il pas mieux faire de suspendre ce sous-préfet en attendant les conclusions du juge d'instruction ?

Tout porte à croire que cette situation est en train d'être gérée comme une pièce de théâtre dont l'intrigue est fort compliquée. Et pourtant la défense des droits des

enfants notamment ceux des filles est l'un des premiers soucis du Maréchal du Tchad. Les autorités de la Province du Logone occidental vont-elles se mettre à porte-à-faux avec le Maréchal ?

L'important est que les autorités du Logone Occident prennent le courage d'ôter la politique dans cette affaire pour que lumière soit faite afin de permettre aux autorités judiciaires de donner leurs conclusions en toute conscience. Et cela sera justice !

Affaire à suivre

Pamardé Jules

Libye : Vers un retour à la paix

Depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011, la Libye vit une crise politique importante. De la paix en Libye dépend la stabilité de nombreux pays en Afrique dont le Tchad. Le journal Le Temps a fait une descente au sud de la Libye. Nous sommes allés au sud de la Libye pour vivre cette situation. Nous avons rencontré Mohammed Wordougou Mahdi plus connu sous le nom de Kochi Wardougou, chef de la grande katiba Dra'a Assahara mais surtout Président du Conseil militaire du Bassin de Mourzouq. C'est le véritable patron du sud de la Libye. Interview exclusive de ce grand chef militaire toubou libyen.

Kochi Wardougou, Président du Conseil militaire du Bassin de Mourzouq. Ph/Le Temps



Vous êtes une importante personnalité militaire toubou libyenne. Comment votre communauté, les Toubous libyens, vivent cette crise libyenne ?

Les Toubou vivent mieux en Libye après la révolution de 17 février 2011. Je pense que les Toubous vivent beaucoup mieux qu'à l'époque du régime de Kadhafi parce que, sous Kadhafi, ils étaient marginalisés à tous égards notamment dans le domaine de l'éducation. L'entrée des Toubou dans les académies militaires était très difficile. Maintenant, ça va un peu mieux. Le pays tout entier est dans une grave crise politique. Nous espérons mettre fin à tous les problèmes de notre pays et unifier les institutions

Quelles sont les conséquences

de la chute de Kadhafi sur votre communauté ?

La chute de Kadhafi a profondément changé la vie des Toubou en Libye parce que, comme je l'ai dit au début, il y avait une marginalisation systématique des Toubou

par le régime de Kadhafi. Maintenant, nous voyons qu'il y a des fonctionnaires toubous au parlement, au gouvernement et dans tous les secteurs gouvernementaux. C'est une bonne chose. Bien sûr, nous sommes passés d'un régime dictatorial à un régime démocratique.

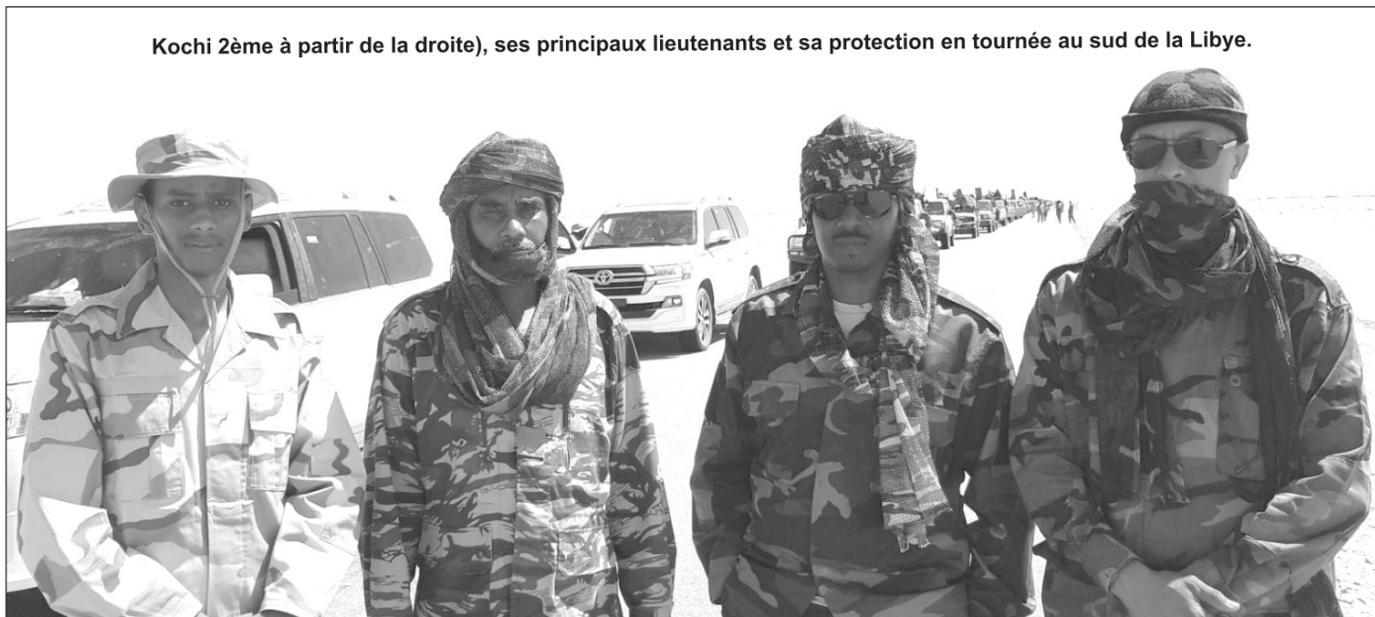
Vous êtes à la tête d'une importante katiba, Dra'a Assahara qui contrôle le Sud de la Libye. Vous êtes surtout le Président du Conseil militaire du Bassin du Mourzouq, donc le grand chef militaire de tout le sud de la Libye. Dans le Sud se la passe d'importants flots de migrants. On y trouve de nombreux orpailleurs à la frontière avec le Tchad. Sans oublier d'autres trafics notamment des trafics d'armes et de drogue. Comment gérez-vous cela ? Avez-vous les moyens de gérer tout cela ? Comment entendez-vous lutter contre cela ?

Il est vrai que nous sommes à la porte sud de la Libye et aux frontières avec deux pays, le Tchad et le Niger. Nous existons depuis la chute du régime de Kadhafi, et

c'est nous qui contrôlons tous ces débouchés frontaliers. Nous souffrons beaucoup parce qu'il n'y a pas d'État et tout le pays en crise. Et la bande frontalière est très longue. Il n'est pas facile de tout contrôler. Mais nous faisons tout ce que nous pouvons pour contrôler les frontières et il y a plusieurs fois des clandestins qui ont été arrêtés. Mais nous n'avons pas de place pour accueillir tout ce monde. Nous ne tolérons qu'on fasse passer des armes et de la drogue à travers cette zone sous notre contrôle. Ainsi parfois nous poursuivons ces groupes et des affrontements ont eu lieu entre nous et ces trafiquants à plusieurs reprises.

Concernant les chercheurs d'or à la frontière entre le Tchad et la Libye, il y a en effet des gens des deux pays voisins présents dans ces lieux. L'absence de l'État est la raison de leur présence de manière illégale pour chercher de l'or. Cependant les résidents de la région frontalière bénéficient de la vente de marchandises, de la location de camions à ces orpailleurs. Tout cela conduit à la stabilité économique et à l'amélioration de conditions de vie de ces habitants de la région Sud de la Libye. Nous espérons que l'État libyen apporte un soutien adéquat aux services de sécurité et aux militaires pour que nous organisions et contrôlions mieux les frontières.

Kochi 2ème à partir de la droite), ses principaux lieutenants et sa protection en tournée au sud de la Libye.



Dans la zone que vos hommes contrôlent se trouvent aussi quelques groupes armés tchadiens notamment des rebelles au pouvoir d'Idriss Déby Itno, quelles sont vos relations avec ces groupes ?

Nous n'avons aucune relation avec les groupes d'opposition tchadiens, ni de loin ni de près. Et nous rejetons la déstabilisation des pays voisins à partir des zones que nous contrôlons. La présence de ces groupes dans le sud et en Libye dans son ensemble est l'œuvre du général Haftar qui les a amenés. Il y a des mercenaires du Soudan et de la Russie qu'il a fait venir. Mais il n'a pas réussi à contrôler le pouvoir malgré la possession de cet énorme arsenal mis à sa disposition. Et il sera dans la poubelle de l'histoire, si Dieu le veut.

Quelles sont vos relations avec les Toubous du Tchad et du Niger ?

Nous, les Toubous libyens, avons de très bonnes relations avec les Tou-

bous au Tchad et au Niger, et nous sommes fiers de ce lien. Nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures avec leur pays, et nous ne voulons pas qu'ils s'immiscent dans nos affaires intérieures. Chacun reste son propre pays.

Quelles sont vos relations avec les Arabes Ouled Souleimane et les autres tribus libyennes ?

Bien sûr, nous ne voulons d'hostilité contre personne. Mais il y a eu une guerre féroce entre les Toubous et les Ouled Suleiman à Sebha et à Koufra, également des affrontements avec la tribu Zou-

waya. Nous espérons qu'aucune guerre ne se reproduira parce que c'est une perte pour nous tous, mais nous, Toubous, pouvons nous défendre nous-mêmes au cas où une guerre est lancée contre nous, et cela même sans l'aide de personne.

Il y a maintenant des efforts de ré-

étrangers. Les responsables libyens doivent cesser de demander de l'aide à l'étranger pour tuer certains d'entre eux. Tous les pays qui s'ingèrent dans les affaires intérieures de la Libye doivent immédiatement retirer leurs forces. Et il faut arrêter de tuer la jeunesse libyenne.

aux forces françaises a été abattu et son équipage a été tué, et un missile Javelin français a été trouvé dans la ville de Gharyan quand elle a été prise aux forces de Haftar. Et il y a des drones français dans le sud qui ont été utilisés pendant la guerre à Mourzouq pour tuer les jeunes Toubous. Cela représente des crimes de guerre contre la minorité touboue.

Depuis trois mois, vous êtes très impliqué dans les négociations interlibyennes. Comment évolue ces négociations de paix ? Quelle est la place des Toubous dans ces négociations ?

Oui, il y a environ trois mois, il y a eu des négociations pour la paix, un cessez-le-feu et l'unification des institutions gouvernementales. Mais le résultat final n'est pas encore atteint. Il y a une opportunité pour la paix et elle doit être exploitée. La guerre ne bénéficie à personne.

Je signale que les Toubous sont présents dans ces négociations interlibyennes.

Que souhaitez-vous pour la Libye ?

Nous espérons du Dieu Tout-Puissant que notre pays jouisse de la sécurité, de la sûreté, de la stabilité et de la prospérité. Je suis optimiste que mon pays va se relèvera et qu'il retrouvera sa place naturelle en Afrique, au Moyen-Orient et dans le monde entier, sur la scène des pays démocratiques et avancés. Nous avons des richesses qui peuvent nous hisser à ce niveau.

Interview réalisée au sud de la Libye en arabe et traduite par Michael N. Didama, envoyé spécial



conciliation avec toutes les tribus du sud pour que toutes ces tribus coexistent pacifiquement dans la région.

Beaucoup d'acteurs étrangers interviennent dans la crise libyenne en soutenant les différents protagonistes. Quel commentaire faites-vous de cette situation d'ingérence étrangère ?

Oui, l'ingérence extérieure est la principale cause de ce dont nous souffrons actuellement à cause de la folie de certains de contrôler le pouvoir central avec l'aide de pays

Je voudrais relever que l'intervention française en Libye et son soutien à Haftar ont déformé l'image de la France à l'étranger, la France, un État qui s'est beaucoup battu pour la démocratie, les droits de l'homme et les libertés publiques. Nous ne connaissons pas l'objectif de la France maintenant, pourquoi elle soutient un nouveau dictateur maintenant alors qu'elle a soutenu la révolution libyenne à l'époque. La France doit reconsidérer sa position de soutien à la guerre en Libye. Je veux dire qu'il y a un soutien français clair à Haftar depuis le début de la guerre dans l'est de la Libye. Un hélicoptère appartenant



A l'assaut du Tibesti

Aller découvrir le Tibesti, cela a toujours été un rêve. Surtout à la fin de mes années du primaire, j'ai eu des formidables instituteurs qui n'ont cessé de me parler de la majesté du sommet du Tchad, de ces montagnes qui n'ont jamais quitté mon esprit : l'Emi Koussi, le Pic Toussidé et le Tarso Emissi. Que des noms poétiques et légendaires. Hommage à Paul Blasco Didina, mon maître de CM1 aujourd'hui à la retraite dans un village de Gounougaya et mon incomparable maître de CM2, feu Khamis Zaouri, que Dieu ait son âme.

Je suis donc allé à la découverte du Tibesti, loin de voies officielles, plongé dans le milieu local, vivre plusieurs jours avec les frères Toubous. Vivre cette région dont les médias présentent parfois comme un repaire de hors-la-loi, des bandits et des trafiquants de toute sorte.

Quand en ce milieu d'après-midi, je quitte Faya pour Zouar dans le Tibesti, à peine une bonne heure de désert, un premier contact avec la réalité et l'actualité qui me disent clairement que j'entre dans une zone pas comme les autres. Un impressionnant convoi du chef d'Etat major de l'armée nous croise. Même le fameux Paris-Dakar n'est rien. Nous nous rangeons sur le côté, enveloppé par un terrible nuage de poussière. Ce qui m'a surpris, c'est comment autant de véhicules, des blindés, des ambulances, roulant à une si grande vitesse, ne se percutaient pas. Une véritable harmonie !

Deux bonnes heures après cette rencontre avec l'immense cortège du CEMGA Abakar Kerenkeino, le chauffeur gara sa machine, le temps de vérifier certains mécanismes mis à mal par cette route qui passe à travaux monts, dunes, montagnes et autres agréables surprises du désert. C'est alors que surgirent quatre bolides de l'armée qui foncèrent droit sur nous. Panique pour certains, sang-froid pour d'autres. Un des militaires, sûrement le chef, s'approcha et demanda avec beaucoup de gentillesse ce que nous faisons là. Chose rare chez nos militaires. Le chauffeur lui répondit simplement qu'il vérifiait les pneus de sa monture. Les quatre bolides redémarrèrent en trombe et disparurent dans un nuage de poussière. Etaient-ils en patrouille ?

Après plus de 8h de route chaotique, cahoteuse et caillouteuse, la fatigue eut raison de nous et nous bivouaquâmes en plein désert, au milieu de nulle part.

Aux premières de la matinée, nous nous mettons en route. Pile une heure plus tard, une barrière en corde nous arrête. Un jeune, à peine la vingtaine, en tenue militaire, des yeux de braise, surgit d'une tente. Le chauffeur s'éclipse derrière la tente. Le jeune homme nous aboya en arabe : « Descendez vite. Chacun de vous doit payer 2500F ». Nous descendîmes, à la merci de ce jeune homme en arme sans savoir à quel corps de forces de sécurité il appartient puisqu'il ne portait aucun insigne. Le chauffeur réapparut après que le spadassin délésta nos poches de quelques CFA. Ah mes précieux 2000FCFA ! Voulaient com-

prendre ce qui nous est arrivé, je m'approchai du chauffeur et lui posai la question sur cette barrière de racket. Comme toute réponse, après avoir tiré voluptueusement sur sa cigarette et envoyé une volute de fumée dans les airs, le chauffeur me dit : « vous les orpailleurs, vous venez chercher de l'argent et il faut bien faire bénéficier ces militaires. » Terrible. Le chauffeur qui m'a embarqué de Faya et tous ceux qui étaient à bord avec moi me prenaient pour un orpailleur comme eux, venu chercher fortune au Tibesti. Et cette barrière est située à l'entrée Est de Zouar, m'informe le chauffeur. Et je remonta à bord, pensant à ces 2000FCFA qui ont quitté mes poches.

Moins de 45 mn après cette barrière, voilà Zouar qui s'offre à mes yeux dans toute sa splendeur.

La première chose qui m'a frappé en entrant à Zouar, c'est le nombre impressionnant des véhicules. Partout des 4X4. J'avais l'impression qu'il y avait un véhicule par habitant. Il y avait des véhicules de toute sorte. Quand je rejoignis mon logis de Zouar, l'envie me prend de redécouvrir la ville. Et son peuple. Au marché et à la gare routière, je découvre une ville grouillante, débordante de vie. Des trafiquants de carburants et autres, des orpailleurs et autres ouvriers venus de tout le Tchad, des Soudanais, des Nigériens. Les 4X4 et les gros porteurs débordaient de marchandises venues de Libye. Tout vient de la Libye. Vraiment tout. Je n'ai jamais imaginé que le Nord du Tchad dépendait à ce point de la Libye. Dans toutes mes pérégrinations à l'intérieur du pays, je n'ai jamais vu une partie du pays dont le dynamisme économique est si exubérant mais qui dépend presque totalement d'un pays voisin, lui-même en guerre.

Au marché, ce qui frappe, ce sont ces nombreuses échoppes où on achète et vend l'or. Je compris qu'ici, c'est le pays de l'or. Je compris aussitôt pourquoi il y avait autant d'étrangers et d'allogènes dans la ville. Les tenanciers de ces échoppes et les cambistes croulent sous des quantités importantes d'argent. D'énormes liquidités. Bizarrement, aucune banque à Zouar.

Je cherchai alors à comprendre cette ruée vers le Tibesti notamment Zouar. Là j'apprends qu'on trouve des mines d'or à Enou situé à 15 Km à l'Est de Zouar, Oudourou à 35 Km à l'Est de Zouar. Au Sud de Zouar, il y a les sites d'orpaillage de Yohour à 5Km, Toyour à 20Km, Micher à 25Km. Au Nord de

Zouar, il y a les sites d'orpaillage d'Ollo à 20Km et Arong à 40Km. Tous ces sites d'orpaillage sont en exploitation artisanale par la population locale. Et quelques autres personnes venues des autres provinces du Tchad pour chercher fortune. A cela, il faut ajouter Miski, Kouribougoudi et les autres localités du Tibesti où l'or a été découvert et qui attire un nombre important de Tchadiens et d'étrangers. Là me vient à l'esprit cette prédiction de mon professeur d'histoire-géographie de 3ème au Lycée national Franco-arabe d'Abéché, l'inénarrable Josias Adoumadji : « Aujourd'hui, les gens du Nord vont au sud pour chercher fortune. Dans 50 ans, ce sera l'inverse. C'est le nord du Tchad qui sera envahi par les gens du Sud et les étrangers. » Et M. Adoumadji insistait sur le Tibesti. Moins de 50 ans, l'histoire lui donne déjà raison. Quand on voit le flot des jeunes qui débarquent à longueur de journée au Tibesti, dans ces mines d'or au milieu de nulle part, la prophétie de M. Adoumadji sera réalisée avant terme, surtout que là ce n'est encore que l'or. Le Tibesti regorge d'immenses ressources minières. C'est un scandale géologique.

Pendant que les affaires et différents trafics font remuer Zouar, la ville manque d'infrastructures. Le Lycée n'est pas totalement achevé donc non utilisé. Les travaux de 60 villas pas loin de la jolie demeure du président Goukouni sont arrêtés. Le château d'eau ne fournit pas le précieux liquide comme il se doit. Le centre médical est trop petit.

Une bonne dizaine de jours à Zouar, nous décidons d'aller faire un tour dans les autres localités.

Quand nous prîmes la route en milieu de matinée, nous débouchons à 35 Km environ, sur Zouarké. Là grosse surprise. Une ville faite de brics-et-des-brocs mais des dizaines et des dizaines de véhicules garés çà et là. A un poste de douanes. D'abord une centaine au moins de gros porteurs venus de Libye. Pleins de marchandises. Juste à côté, de très nombreux véhicules souvent flambants neufs destinés aux marchés tchadien et soudanais.

A peine avons-nous dépassé ces nombreux véhicules qu'une barrière en corde nous arrête net. Un militaire d'un pas lourd s'approche du véhicule. Un véritable colosse, physique de rugbyman, ventre de tambour toupouri, le molosse scanna de ses yeux de feu l'intérieur du véhicule et les passagers assis derrière. Silence de cimetière. Entretemps, cinq autres militaires, en

armes, étaient postés sur les crêtes de montagnes qui entourent ce poste. Quand le chauffeur compris que le jannissaire trainait trop autour de nous, il s'adressa en toubou à un officier sûrement le chef. La barrière de corde tomba net. Ouf.

Nous quittâmes Zouarké laissant notre bidasse à ses affaires, et fonçâmes sur Wour. Nous longeâmes un champ de mines sur notre gauche puis après nous nous offrîmes une halte dans le ouadi Tawo. Là une bonne rasade de thé vert aux dattes nous remit d'aplomb et nous reprîmes la route. A peine quelques kilomètres que nous aperçûmes sur notre droite le Pic Toussidé qui nous adressa un salut majestueux.

La prière du soir nous rattrapa au pied de la montagne Emarat Goukouni. Nous garions au pied de la montagne, le temps de la prière. Nous reprîmes la route et après deux détours derrière ces montagnes qui se ressemblent quelquefois, nous nous perdîmes dans ce désert. Une bonne heure et demi sans retrouver notre route. Puis brusquement, dans cette nuit, nous aperçûmes un troupeau de chameaux. Les chameliers, tout doucement, nous indiquèrent la bonne direction.

Nous arrivâmes, exténués, à Wour près de 2h après s'être perdu dans le désert. Pour entrer à Wour, il faut monter pattes blanches. Une barrière de l'armée nous bloqua net à l'entrée. Un militaire, arme bien en place, nous demanda tous de descendre. Nous ne nous faisons pas prier deux fois. Avec l'aide de deux autres militaires, il fouilla de fonds et en comble le véhicule puis c'est la fouille corporelle. Après avoir rien trouvé de suspect sur nous, les militaires nous demandèrent de remonter à bord. Et notre véhicule redémarrâ en trombe. Nous voici à Wour.

Wour, une ville qui n'a pas de collège mais qui a une école primaire. Là aussi les jeunes ont plus la tête dans les mines d'or et les affaires avec la Libye.

Sans vouloir vous amener dans tous les merveilleux coins et recoins du Tibesti où je me suis rendu, je garde des Toubous le riche souvenir d'un peuple qui a le sens de l'accueil et de l'honneur. Jamais je ne me suis senti étranger au Tibesti. Je peux affirmer que celui qui va au Tibesti et qui ne tombe pas amoureux du Tibesti ne peut pas tomber amoureux d'une femme, d'une belle femme.

**Michael N. Didama,
envoyé spécial au Tibesti**

L'organisation du bac :

Quand l'hydre maffieuse résiste

Malgré les innovations de l'ONECS pour redonner au baccalauréat tchadien ses lettres de noblesse, en innovant régulièrement des méthodes pour contrecarrer les faux autour de l'organisation de cet examen, certains responsables des lycées, pour des besoins pécuniaires, anéantissent le travail de l'Office National des Examens et Concours du Supérieur, l'organe en charge du bac. Comment l'ONECS peut-il faire pour arriver à assainir l'organisation du bac au Tchad ?

« Rien ne saurait échapper à l'argent sur cette terre », a-t-on coutume de dire. Pendant que l'Office National des Examens et Concours du Supérieur fait les pieds de grue pour donner l'égalité de chance aux jeunes de deux sexes en organisant un bac crédible, certains responsables des lycées passent bonnement leur temps à annuler les efforts de cet office.

Après l'instauration des cahiers de composition, l'on est arrivé à la carte biométrique

pensant mettre un terme aux nombreuses manières utilisées pour frauder pendant le bac mais hélas ! L'hémorragie continue son chemin. Dans sa logique de mieux faire, l'ONECS innove cette année avec les codes-barres et QR pour enfin limiter la mauvaise pratique. Cette bonne volonté peut-elle donner d'effet ? Surtout que même les enseignants notamment certains proviseurs des lycées et surveillants vendent des copies d'examens aux candidats. Ces proviseurs, avec la complicité des surveillants, soutirent à la veille des épreuves des copies et les vendent aux candidats. Au moment de composition, un mercenaire à la solde de ces candidats traite normalement l'épreuve concerné, entretemps le soit disant candidat en salle fait semblant de composer. Au moment venu, le mercenaire passe la copie à un des agents de force et de sécurité qui, à son tour, l'introduit dans la salle dudit candidat qui prend la copie et remplit juste l'entête, question de dissuader les autres

et remet la copie et quitte la salle avec sourire aux lèvres. Cette chaîne maffieuse est suffisamment payée.

Certaines indiscretions affirment que pour qu'une copie parvienne au candidat, il doit déboursier une bagatelle de cinquante mille francs CFA. La copie vierge est vendue autour de vingt-cinq mille francs CFA, le mercenaire qui fait le travail est payé entre dix et quinze mille francs CFA et l'agent de sécurité reçoit entre cinq et dix mille francs CFA.

Le ministère de l'Éducation nationale doit s'investir

Le poisson pourrit toujours par la tête dit un adage de chez nous. Ainsi le ministère en charge de l'éducation nationale doit s'investir pour appuyer l'ONECS dans son travail. Pour cela, les critères de nomination des responsables des lycées doivent tenir compte de la moralité et de la sérénité de ces derniers. Quand bien-même qu'il n'y a pas une machine qui sert à me-

surer ni la moralité, ni la sérénité. Les mauvaises langues affirment que certains proviseurs monnaient leur poste. Si tel est le cas, que peut-on attendre d'un responsable qui monnaie un poste. Certainement son premier souci serait de récupérer l'argent injecté pour avoir ce poste. Donc, l'éthique et la déontologie sont systématiquement laissées à côté. Les dégâts de ces responsables ne se limitent pas seulement aux ventes des copies d'examens. Ils vendent même les bulletins aux élèves fictifs n'ayant quelques fois pas le niveau requis qu'ils inscrivent moyennant de fortes sommes.

Du moment où ceux qui sont chargés d'aider l'ONECS à organiser un examen crédible se livrent des actes pareils, comment cet office pourra-t-elle faire pour sortir la tête de l'eau ? L'intervention rapide et prompte du ministère de l'éducation nationale restera la seule thérapie.

Freeman Djido

Ville de N'Djaména : La mairie centrale est incapable de gérer les ordures

La gestion des ordures reste le talon d'Achille de tous les maires qui se sont succédé à la tête de la mairie de N'Djaména malgré des recettes importantes que fait cette institution. Pourquoi la capitale tchadienne incarne l'insalubrité continuelle ?

Une maxime populaire affirme : « la propriété chasse la maladie », ce pendant à N'djaména la capitale tchadienne, il est très difficile sinon impossible d'avoir un milieu propre.

Des plans d'assainissement de la ville de N'djaména ont été dressés à travers des interminables fora à coûts des millions sans aucun résultat positif. Puisque tout se fait à l'idéal sur les papiers ignorant l'anthropologie de la société tchadienne. Et ce dans le seul but de renflouer les poches. Ainsi, la mise en acte de ces innombrables résolutions ou plans d'assainissement de la ville se heurte à des sérieux problèmes.

La plupart de ces maires

pour service rendu au régime, une fois nommé, se servent à satiété. Et laissent les populations à la merci de Dieu. Les maires se succèdent et affirment à la prise de service tambour battant que ça va changer. Mais rien ne change d'un iota. L'image de la capitale est macabre. Bien au contraire ils échouent lamentablement. Car, ils voient impuissamment la ville nagée dans les ordures.

Du 1^{er} au 10^{ème} Arrondissement, les ordures jonchent les avenues et les rues de la capitale. Pire les voies bitumées avec d'importantes sommes sont devenues de dépotoirs. Et sous le regard complice des autorités de la mairie centrale.

Certains marchés des ar-

rondissements ne sont pas loin des poubelles. Les articles mêmes, près-à-consommer, sont exposés à même le sol sous le nez et la barbe des agents de la police municipale dont la compétence semble être limitée à la collecte des taxes de droits de place et de se battre à la longueur de la journée avec les vieilles femmes qui cherchent difficilement la pittance journalière de leurs progénitures. Et pourtant, la mairie dispose d'un service d'hygiène et d'assainissement. Que fait ce service ? Est-il là seulement que pour contrôler la date de péremption des articles dans les boutiques pour arnaquer les boutiques à majorité analphabète ?

F.D

IN MEMORIAM

Il est difficile de croire que cela fait un an que nous avons dit au revoir au président Dadnadji. Nous ne pouvons pas laisser passer ce jour sans penser à lui. 31 décembre 2019, 31 décembre 2020, cela fait une année que tu as quitté le temporel pour le céleste, nous laissant dans la désolation et la tristesse cher Joseph Djimrangar Dadnadji. Il y a des larmes qui ne cessent jamais de couler, un vide qui ne se comble jamais, des souvenirs qui ne s'effacent pas.



En cette douloureuse anniversaire, tes enfants, ta famille politique, ta famille biologique et tes amis se souviennent de tes conseils, de ta détermination et surtout de ton combat sans faille à faire du Tchad un pays Republicain où la patrimonialité n'existera pas. Hélas, cher JDD, le Seigneur dans sa souveraineté a décidé et t'as rappelé. Nous lui rendons grâce et te rassurons que tes œuvres entreprises ne mourront jamais car, Dadnadji tu as des hommes et femmes qui porteront haut ton flambeau. Et aussi des grains germeront et donneront de l'ombre toujours mais au bucheron. Serviteur bon et fidèle entre dans la joie du Maître.

Repose-toi-en paix !

Quand la paix en Libye détermine tout

On ne peut pas parler de la paix et de la stabilité du Tchad sans prendre en compte ce que représente ces forces qui font la loi et mettent l'ordre au sud de la Libye. Le gouvernement de Serraj basé à Tripoli a compris leur importance en les associant aux négociations de paix actuellement. On ne peut faire la paix en Libye sans prendre en compte ces forces militaires touboues et touarègues. Cela est valable aussi pour le Tchad dont toute la population du Tibesti est touboue.



L'hôpital de Mourzouk. Ph/Le Temps

Depuis plus de trois, les différents protagonistes cherchent à ramener la paix en Libye. Le retour à la paix et à la stabilité dans ce pays est la clé de la stabilité dans la quasi-totalité des pays situés du Sahel. Depuis le Mali jusqu'au Soudan en passant par le Tchad. Ces négociations n'avancent pas rapidement car le dossier libyen est d'un enjeu stratégique fort important. La Russie, le Qatar, les Emirats, la France, l'Egypte, les Etats unis d'Amérique et surtout la Turquie, tout le monde ou presque s'est invité dans la crise libyenne, soutenant l'un ou l'autre des protagonistes. L'Union africaine, qui a essayé de reprendre la main en désignant Denis Sassou Nguesso du Congo pour s'occuper du dossier, est purement ignorée par la fameuse communauté internationale. La Libye est un champ de ruines. Mais aussi un repaire de beaucoup de trafics. De trop de trafics. L'absence de l'Etat a permis la montée

en puissance des milices qui tentent tant bien que mal à mettre de l'ordre dans ce capharnaüm. La Libye, par ce désordre créé par l'absence de l'Etat, a permis aussi à de nombreux groupes rebelles tchadiens et soudanais de trouver un terrain fertile et favorable.

Dans les négociations en cours notamment les accords de Genève et ceux du Maroc, les différentes forces étrangères présentes en Libye sont priées d'aller se faire voir ailleurs. Tout le monde voit par cette injonction le départ des forces turques et autres qui prennent part activement dans ce conflit. Mais un départ des forces ou groupes étrangers de la Libye concernent aussi des pays comme le Tchad, le Niger et le Soudan puisque de nombreux ressortissants de ces pays sont partis prenantes dans ce conflit ou simplement s'y sont organisés en forces armées hostiles aux régimes en place dans leur pays.

Sur le terrain, notamment au sud de

la Libye, il y a des forces libyennes sans lesquelles les pays voisins ne peuvent espérer avoir une parfaite stabilité et sécurité dans leur pays. Pour le sud de la Libye, il y a notamment ces forces et autres milices regroupés dans ce qui est appelé sur place le conseil militaire du Bassin de Mourzouk. C'est cette force importante qui tient toutes ces régions qui vont de la frontière avec l'Algérie au Tchad en passant par le Niger.

Ces forces du sud de la Libye, presque toutes hostiles à Haftar qu'elles trouvent raciste et ségrégationniste, ne suppléent pas l'Etat de Libye mais assurent la continuité de cet Etat. Elles sont d'ailleurs alliées au gouvernement de Tripoli.

On ne peut pas parler de la paix et de la stabilité du Tchad sans prendre en compte ce que représente ces forces qui font la loi et mettent l'ordre au sud de la Libye. Le gouvernement de Serraj basé à Tripoli a compris leur importance en les associant aux négociations de paix actuellement. On ne peut faire la paix en Libye sans prendre en compte

ces forces militaires touboues et touarègues. Cela est valable aussi pour le Tchad dont toute la population du Tibesti est touboue.

C'est une donnée qu'on ne peut zapper. Surtout que le Tibesti qui regorge d'immenses richesses manque de tout. Les habitants du Tibesti sont plus connectés à la Libye qu'à N'Djamena qui se trouve à plus de 1 500Km. Il est impératif que la présence de l'Etat s'affirme davantage dans cette région. Par des investissements conséquents. Mais il est plus qu'urgent de contribuer à la paix en Libye. Sans la paix en Libye, il n'y aura jamais de paix et de sérénité dans la sous-région et notamment au Tchad. Et il ne peut y avoir cette véritable paix qu'en prenant en compte ces Toubous et Touaregs qui ont tant donné pour maintenir en vie le Sud de la Libye, ce sud libyen qui fait vivre le nord du Tchad. Sans prendre en compte cette donnée importante, la Libye sera pour longtemps un foyer de déstabilisation et d'inquiétude pour de très pays africains dont le Tchad.

Michael N. Didama,
envoyé spécial au sud de la Libye

Brève

Le président de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Renouveau (UNDR), député Saleh est sous le collimateur du ministre de la justice. Dans une correspondance du 26 décembre 2020 adressée à l'assemblée nationale, le ministre de la justice garde des sceaux, Djimet Arabi demande la mise en mouvement de l'action publique contre le député Saleh Kebzabo. Selon les propres mots du docu-

ment, le président de l'UNDR lors de son déplacement au sud du pays avait tenu le 22 décembre 2020 devant un auditoire composé essentiellement des jeunes des propos incendiaires constitués de délits d'atteintes à la paix et à la tranquillité publiques. Le communiqué poursuit que ces faits sont prévus et punis par les articles 181 et 183 du code pénal. Si cette demande est agréée, Saleh Kebzabo comparaitre devant la justice.

La Rédaction